

de façon à restreindre la pression sur l'épargne intérieure et favoriser de nouveaux investissements, qu'il limite strictement l'expansion du crédit dans le pays, essentiellement pour juguler l'inflation, qu'il établisse un taux de change réaliste et enfin, qu'il comprime les dépenses gouvernementales et les subventions.

On a reproché au FMI d'avoir créé par sa politique rigoureuse d'ajustement un climat d'austérité économique. Mais, comme l'a indiqué au Comité M. Horace Barber, le FMI impose des conditions que le pays bénéficiaire aurait de toute façon été obligé de s'imposer. Pour illustrer son propos, il a comparé la situation de son pays à celle de la Guyane. La Jamaïque a accepté les conditions posées par le FMI, à savoir la mise en oeuvre de mesure de gestion de la demande et de réorganisation structurelle, en revanche, la Guyane a refusé toute ingérence du FMI, mais elle a été contrainte finalement, compte tenu des conditions économiques, de mettre en oeuvre les mesures de rajustement préconisées par le FMI.

Autre exemple, celui du Brésil où les tensions entre le FMI et le gouvernement en pleine crise financière, ont conduit le pays à rejeter catégoriquement, pour des raisons politiques internes, la participation du FMI au programme d'aide. En 1986, le Brésil a adopté ses propres mesures d'austérité, que les banques ont jugé comparables au plan que le FMI aurait préconisé. Même lorsque la situation s'est sérieusement détériorée en 1987, le gouvernement brésilien a continué de refuser tout accord officiel avec le FMI.

M. Gerald Helleiner, de l'Université de Toronto, a expliqué que, dans de nombreux pays en développement, il n'était pas rare, dans le contexte actuel, que la cote de popularité du FMI soit plutôt mauvaise:

C'est traditionnellement par le FMI qu'arrivent les mauvaises nouvelles. Il est arrivé, certes, que des gouvernements aient recours à cet organisme pour les aider à appliquer des mesures de restriction nécessaires dans leur pays. Mais l'image du FMI est presque inévitablement liée au fait qu'on a recours à lui seulement dans les moments difficiles ou lorsqu'un gouvernement n'a pas encore pris sur lui d'imposer les mesures d'austérité requises. (9 : 27)

Il est difficile après tout de recommander l'adoption de mesures de compression et de demeurer populaire. Les gouvernements débiteurs qui ont le plus critiqué le FMI sont précisément ceux qui étaient d'accord avec ses programmes d'austérité mais qui, pour des raisons politiques, étaient peu disposés à en reconnaître ouvertement la nécessité.

En dépit des critiques que lui ont valu ses récentes initiatives, nul ne peut nier que c'est grâce à la rapidité et l'efficacité de son intervention au moment de la crise de 1982 que le FMI a pu éviter un effondrement financier international. **La communauté internationale doit au FMI d'avoir pris, depuis la crise mexicaine de 1982, l'initiative de coordonner la gestion à court terme des problèmes d'endettement du Tiers monde.**

S'exprimant au nom des pays en développement, certains témoins se sont interrogés sur l'efficacité et l'accessibilité de certains des programmes du Fonds dans la situation actuelle. M. Bishnu Persaud, directeur de la Division des affaires économiques du Secrétariat du Commonwealth à Londres et M. Horace Barber